

IL A OUVERT HIER LES TRAVAUX DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE SON PARTI

Abdelaziz Belaïd appelle l'équipe au pouvoir à copier feu Chadli Bendjedid

Selon le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaïd, les conditions sont réunies pour changer les choses et aller vers une «deuxième République» qui sera fondée sur la légitimité populaire.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - A l'ouverture, hier au Village des artistes à Zéralda, de l'université d'été de son parti, le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaïd, a estimé que le pouvoir traverse une crise interne sans précédent et qui menace désormais la stabilité du pays.

«Cette crise a favorisé des pratiques qui ne rassurent pas quant à la pérennité de l'Etat. Les signaux émanant du sommet de l'Etat indiquent que nous ne sommes plus en sécurité. Et ce, parce que celui qui nous préside est inconscient. Si le peuple a perdu toute confiance dans son gouvernement, les partenaires étrangers se posent les mêmes questions et voient désormais l'Algérie comme un pays

instable», a-t-il noté. Et de déclarer : «Cette situation met la classe politique devant ses responsabilités. La première République est à bout de souffle et il est temps d'en finir avec les pratiques qui se sont installées avec ce qu'on appelle légitimité historique. Les conditions sont réunies pour changer les choses et aller vers une légitimité populaire.»

Le président du Front El Moustakbel reste néanmoins sceptique quant à un changement par les urnes : «Nous avons constaté lors des toutes dernières législatives que les Algériens ne croient plus aux processus électoraux. Ainsi, et pour éviter que le changement ne passe par la violence, le pouvoir peut engager le pays sur la voie du changement

comme l'avait fait le Président Chadli Bendjedid au lendemain des événements d'Octobre 1988. C'est la seule manière, à notre avis, qui nous éviterait le chaos.» Il a ajouté que le pouvoir exploite désormais la «bonté du peuple algérien». «Nous ne sommes plus dans une configuration où le pouvoir œuvre pour la stabilité du pays. Nous avons l'impression que c'est ce pouvoir qui pousse au pourrissement. Or, c'est le peuple qui se soucie de la stabilité du pays et encaisse des coups de peur de traverser une période de violence comme celle de 1990», a-t-il jugé.

Dans ce contexte, Abdelaziz Belaïd a souligné que les Algériens ont le droit d'être informés sur l'état de santé de leur président : «C'est le Président de tous les Algériens et ils sont en droit de savoir si son état de santé lui permet d'exercer ses fonctions. Dans un Etat qui se respecte, un



Abdelaziz Belaïd, président du Front El Moustakbel.

bulletin de santé d'un Président malade est régulièrement publié. La situation est tellement opaque que les Algériens ne savent même pas si c'est lui qui prend les déci-

sions.» Quant à la nécessité d'activer l'article 102 de la Constitution, Abdelaziz Belaïd a eu cette réplique : «Nous n'avons même pas d'informations qui nous permettent de prendre une position par rapport à cette question.» Et de conclure : «Nous n'avons pas de problèmes avec les personnes mais, les pratiques. Et ce qui se passe est injuste. Un Etat ne se construit pas de cette manière.»

Photo : NewPress

SAÏD SADI TIENT SA CONFÉRENCE MALGRÉ L'INTERDICTION

DE L'ADMINISTRATION À BÉJAÏA

«Les Algériens vivent dans une semi-liberté»

La rencontre très attendue de Saïd Sadi au TRB pour la présentation de son dernier livre consacré à Cherif Kheddam Abrid iggunin ou le chemin du devoir jeudi dernier à l'initiative du Café littéraire de Béjaïa s'est finalement tenue malgré l'interdiction de l'administration qui a exigé des organisateurs l'introduction d'une demande d'autorisation préalable.

La détermination du Café littéraire qui a formellement refusé d'introduire une demande d'autorisation pour permettre la tenue de ce rendez-vous a fini par payer grâce à la forte mobilisation citoyenne observée à l'appel des organisateurs pour «le respect des libertés».

C'est dans une salle pleine comme un œuf avec la présence de militants politiques, des animateurs du mouvement associatif et de nombreux artistes que ce rendez-vous avec l'ancien président du Rassemblement, programmé depuis avril dernier déjà par le Café littéraire de Béjaïa, a eu lieu.

A l'ouverture de la conférence, ses initiateurs sont revenus sur les multiples pressions et le problème des autorisations auxquelles se heurtent les associations pour l'organisation et l'animation des conférences en citant notamment le dernier exemple du Café littéraire d'Aokas lors de la rencontre violemment réprimée de Ramdane Achab.

Kader Sadjji, l'un des animateurs du Café littéraire de Béjaïa, a plaidé dans son intervention pour «le retour au régime déclaratif».

Intervenant au nom du Café littéraire de Béjaïa, ce dernier juge «déraisonnable» de demander une autorisation pour organiser une rencontre avec un auteur autour de son livre tout en proposant une simple demande d'autorisation auprès du responsable de l'institution devant accueillir l'activité. Dans la foulée, l'animateur du Café littéraire de Béjaïa s'est interrogé sur les réelles motiva-

tions de la fermeture de la nouvelle bibliothèque de wilaya aux activités non officielles et la maison de la culture, fermée aussi, selon lui, à toute créativité et à tout débat d'idées.

Le Café littéraire de Béjaïa a appelé aussi à la création d'un comité contre la censure. Prenant la parole pour la présentation de son livre dédié à Cherif Kheddam, Saïd Sadi a, d'emblée, tenu à réaffirmer son soutien au combat du Café littéraire de Béjaïa. «Je veux apporter à l'occasion ma part de solidarité et d'engagement dans la lutte que mènent toutes les associations dont le Café littéraire de Béjaïa est l'une des plus emblématiques», a déclaré l'ancien président du RCD.

Evoquant l'exigence pour la deuxième fois de l'administration aux organisateurs d'une autorisation pour la tenue d'une telle rencontre avec Saïd Sadi, le conférencier qualifie l'attitude des autorités d'«allergie à toute forme d'expression autonome».

Dans les débats, Saïd Sadi a déclaré que son retrait de la vie partisane ne doit pas être assimilé à un renoncement à la vie citoyenne ni à la vie publique. Citant le cas de son projet de création d'une fondation dénommée Afud (Analyse, formation, unification, développement) qui, signale-t-il, «reste bloqué par l'administration», Saïd Sadi a fait savoir qu'il compte porter l'affaire devant la justice. «Je n'ai pas demandé un centime à l'Etat mais on m'a bloqué. On m'a obligé à porter l'affaire devant la justice. Je vais profi-



Saïd Sadi.

Photo : Samir Sid

ter ainsi de l'occasion pour lancer le débat sur la loi sur les associations, qui bloque l'initiative citoyenne», a-t-il expliqué.

Pour Saïd Sadi, tous ces blocages font que les Algériens vivent «une semi-liberté». «On a réussi à vaincre l'une des plus puissantes armées du monde mais on est toujours des semi-libres dans notre pays. La preuve est que cette rencontre a failli ne pas avoir lieu ; on est supposé vivre libre depuis 1962 mais on est encore incapable de construire un Etat où l'arbitre est le citoyen qui contrôle le pouvoir, et éventuellement l'alternance au pouvoir», a indiqué sur sa lancée Saïd Sadi.

Questionné sur les mouvements autonomistes, indépendantistes ou fédéralistes (les Etats unis d'Algérie), Saïd Sadi dit ne pas avoir de préjugés même si indirectement, l'ancien président du RCD n'a pas manqué de critiquer «sa démarche actuelle» sans citer le MAK : «Pour moi, toute idée est digne de considéra-

tion. Ce qui pose problème, c'est lorsqu'elle devient un dogme en interdisant le débat contradictoire. Quand le débat est interdit, ça devient problématique. C'est la pire des choses. Maintenant je pense que l'autonomie, le fédéralisme, des Etats unis, l'indépendance, ça se débat ! Mais on débat d'abord sur les fondements, etc. les référents symboliques viendront bien après», a soutenu dans ses réponses Saïd Sadi.

Interrogé sur le dernier remaniement avec le retour d'Ouyahia, tout en faisant observer au passage que cela fait longtemps qu'il ne regarde plus ce qui se passe dans le régime, Saïd Sadi a estimé qu'il faut apprendre «à réfléchir sur la longueur sans oublier le conjoncturel». «Je sais très bien que vous aimeriez qu'on parle des polémiques. Pourquoi ils ont ramené untel et enlevé un autre, c'est l'écume des jours mais pas la houle de fond», a soutenu Saïd Sadi avant de clore sa conférence sous un tonnerre d'applaudissements. Par ailleurs, la LADDH a également apporté son soutien au rassemblement du Café littéraire de Béjaïa.

Dans une déclaration, la LADDH exige «le respect des libertés démocratiques et le retour au régime déclaratif ; pour tout ce qui est de l'exercice des droits d'association, d'organisation et de manifestation publique».

Tout en exprimant sa solidarité avec le CLB, la LADDH appelle la société civile à faire «sienne ces revendications et à se mobiliser pour sauvegarder les acquis démocratiques arrachés de hautes luttes et s'organiser dans le strict cadre pacifique pour exiger l'avènement d'une démocratie effective respectueuse des droits et des libertés».

A. Kersani

SITUATION SÉCURITAIRE Identification du terroriste éliminé à Lakhdaria

Le dangereux terroriste éliminé mercredi à Lakhdaria (wilaya de Bouira) par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a été identifié, a indiqué jeudi un communiqué de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération menée par un détachement de l'ANP, hier 16 août 2017, ayant permis d'éliminer un dangereux terroriste près du douar Si-el-Mahdi à Lakhdaria, wilaya de Bouira/1^{re} RM, il a été procédé à l'identification de ce criminel. Il s'agit de «N. Kamel» alias «Zoubir Abou Houraira», précise la même source.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a saisi à Tamanrasset/6^e RM, deux véhicules tout-terrain, deux téléphones satellitaires et divers outils d'orpaillage, tandis que 30 quintaux de tabac ont été saisis à Biskra/4^e RM», ajoute le communiqué.

En outre, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-côtes «ont arrêté 19 immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen et Adrar», conclut le MDN.

APS